

	CONFERENCE DES REGIONS PERIPHERIQUES MARITIMES D'EUROPE CONFERENCE OF PERIPHERAL MARITIME REGIONS OF EUROPE
	6, rue Saint-Martin 35700 RENNES - F Tel. : + 33 (0)2 99 35 40 50 - Fax : + 33 (0)2 99 35 09 19 e.mail : secretariat@crpm.org – web : www.crpm.org

21 NOVEMBRE 2005

POSITION POLITIQUE DE LA CRPM

AVIS DU SECRETARIAT GENERAL

REPONSE A LA CONSULTATION DE LA COMMISSION EUROPEENNE SUR LES AIDES D'ETAT A L'INNOVATION

Introduction :

La Commission européenne a fait le choix d'organiser sa consultation sur les aides d'état à l'innovation à travers 20 questions de nature très différente :

- * interrogations de fond, ouvertes et généralistes pour certaines ;
- * questions plus techniques en réaction à de premières propositions pour d'autres.

La première question posée appelle notamment de faire un choix entre plusieurs options stratégiques fondamentales sur le rôle des aides d'états à l'innovation, que ce soit dans le cadre des équilibres internes à l'UE ou de celui de la place de l'UE dans la compétition internationale. Afin de clarifier l'esprit général des positions exprimées par la CRPM, nous avons fait le choix d'opérer en deux temps :

- dans un premier temps en tentant d'apporter un éclairage sur un certain nombre de questions de fond posées de manière sous-jacente dans différents chapitres de la consultation. Un premier chapitre est donc consacré à une réponse plus détaillée à la question 1 de la consultation dans lequel nous essayerons d'apporter un éclairage conforme aux objectifs et aux finalités de notre organisation ;

- dans un second temps en répondant à la plupart des 19 autres questions à la lumière des commentaires généraux exprimés préalablement.

I. REPONSE A LA QUESTION 1 :

Q1 : Selon vous, est-il judicieux de ne pas élaborer un encadrement distinct applicable à l'innovation ? Pensez-vous que les nouvelles possibilités en matière d'aide d'Etat doivent cibler des activités spécifiques dans le domaine de l'innovation ?

Plusieurs options fondamentales sont posées à travers cette question :

I.1 Faut-il un règlement spécifique pour l'innovation au regard de la problématique centrale des « défaillances de marché » ?

La consultation de la Commission introduit très justement les limites du concept d'aides d'état à l'innovation rappelant notamment que le processus d'innovation, au contraire de la recherche, est au cœur de la concurrence pure et parfaite entre entreprises privées. Dès lors on peut légitimement s'interroger sur la

pertinence d'ouvrir des capacités d'intervention supplémentaires pour les aides d'état dans le contexte communautaire et cela pour plusieurs raisons :

- la volonté exprimée à de nombreuses reprises par le Conseil de faire baisser globalement le volume des aides d'Etats. Nous sommes ici en pleine contradiction politique entre la volonté de renforcer la compétitivité européenne par le biais d'un plus fort interventionnisme d'une part et celle de réduire l'interventionnisme des états et des collectivités régionales et locales en faveur des entreprises d'autre part. L'innovation est-elle réellement un champ fertile à de nouveaux règlements ? Ne conviendrait-il pas plutôt de concentrer davantage les crédits publics sur la recherche fondamentale et appliquée, sur le capital humain, sur les infrastructures de transport ou encore sur des projets industriels spécifiquement comme le Commissaire Verheugen l'a suggéré à plusieurs reprises? (suivant les exemples d'Airbus, de Galileo ou encore des perspectives d'une stratégie industrialo - maritime européenne).

- le risque tout à fait significatif d'entraîner des distorsions de concurrence majeures entre des entreprises à capitaux européens, voire même de favoriser des entreprises à capitaux extra - communautaires dans certains cas. Cette question ouvre donc d'autres questions tout à fait fondamentales sur la manière d'aider préférentiellement l'innovation européenne.

I.2 Faut-il aider les grandes entreprises ? Si dans le cadre plus classique des aides d'état à l'investissement productif, au foncier ou à la formation, les pouvoirs publics ont à peu près la garantie d'apporter une aide bien délimitée territorialement et relativement stable dans le temps, comment en être certain en ce qui concerne l'aide à l'innovation ? Une aide apportée par exemple au centre de R&D d'une grande entreprise à capitaux japonais ou américains pourrait tout à fait profiter à des sites de production extra - communautaires venant concurrencer directement une production localisée en Europe. A l'inverse, aider une entreprise à capitaux européens pourrait avoir exactement le même effet pervers en agissant au détriment d'une entreprise à capitaux extra communautaires, produisant en Europe et donc davantage ancrée dans l'économie européenne et oeuvrant au bénéfice de ses citoyens. **Dans le contexte de la globalisation des marchés et des capitaux, existe-t-il encore un intérêt à encourager ce patriotisme communautaire sans encourir le risque de jouer contre ses propres intérêts macro-économiques et territoriaux et contre ses citoyens tout en ayant recours à de l'argent public?**

Par ailleurs, il est cependant parfaitement légitime pour de nombreux territoires de répondre à cette question par l'affirmative lorsque l'on connaît l'impact tout à fait majeur des grandes entreprises dans l'animation des tissus régionaux, y compris auprès des PME régionales qui s'y rattachent. L'intérêt général européen ne se marie pas facilement avec la somme des intérêts nationaux ou régionaux.

Dès lors, il nous semble impossible de répondre par l'affirmative ou par la négative à cette question. Nous sommes typiquement dans une appréciation au cas par cas qui ne facilite pas la rédaction d'un règlement et encore moins sa mise en œuvre pratique et opérationnelle. Si l'on reprend l'exception initiale des défaillances de marché, l'appréciation de la capacité d'aider ou non une grande entreprise dans une démarche d'innovation devrait pouvoir se faire uniquement sous certaines conditions :

- que cette aide n'agisse pas au détriment d'une autre entreprise et d'un autre territoire communautaire ;
- que son impact en terme de production de valeur ajoutée s'opère bien au sein du territoire communautaire et au bénéfice de l'économie européenne et de ses citoyens ;
- qu'un certain nombre de gages soient apportés en terme d'impact durable du processus d'innovation pour l'économie européenne et ses citoyens;
- que cette entreprise joue un rôle réellement majeur en terme de dynamisation de son territoire régional ou local, que ce soit en créant des emplois directs ou en favorisant le développement des PME-PMI environnantes.

I.3 Comment conjuguer compétitivité et cohésion ? Cette question essentielle transparaît dans une bonne partie de la consultation de la Commission. La manière dont elle est formulée le plus souvent pourrait laisser penser que cohésion et compétitivité seraient deux notions antinomiques. Nous sommes davantage

convaincus, au contraire, qu'elles peuvent se compléter très utilement. A travers l'objectif de compétitivité régionale de la future politique régionale par exemple, il s'agit bien d'augmenter la capacité compétitive de l'Europe de manière globale en donnant davantage de moyens aux territoires concentrant certaines défaillances de marché. Cette stratégie est en tout point identique à celle prônée notamment par l'OCDE dans ses travaux les plus récents sur la compétitivité régionale. En dehors des régions de la convergence, on peut constater que les réservoirs de croissance de l'Union européenne sont le plus souvent situés dans des régions européennes intermédiaires, disposant d'un capital industriel et humain tout à fait compétent mais dans lesquelles on constate une capacité insuffisante de recours au processus d'innovation. Cela tient notamment :

- au faible nombre de centres de recherche publics et privés ;
- à la carence de grandes entreprises innovantes en capacité de jouer un rôle de catalyseur ou d'entraînement ;
- à la relativement faible densité d'entreprises, comparativement à ce que l'on retrouve dans les principaux pôles d'excellence européen.

Une priorité européenne devrait donc consister à faire davantage émerger et à mieux organiser spatialement les pôles d'excellence de ces régions intermédiaires et des régions de la convergence en utilisant notamment les expériences réussies dans quelques grands pôles de compétitivité européens. Les réussites scandinaves peuvent être, à ce titre, tout à fait illustratives.

I.4 Faut-il rouvrir le chapitre de la fiscalité ? La nature même des aides d'état est-elle la forme la plus appropriée pour un soutien équitable et efficace à l'innovation ? Au regard des très fortes disparités budgétaires entre pays et entre régions, on serait tenté d'en douter. En laissant une plus grande liberté d'intervention, on risque au contraire d'ouvrir la porte à de nombreuses concurrences déloyales entre des territoires disposant de capacités de mobilisation de volume d'aides extrêmement variables. Même une correction de ces différences par une application de taux différenciés ne serait pas satisfaisante si elle ne s'accompagnait pas en parallèle d'un plafonnement des volumes d'aide.

Une solution plus équitable serait par contre d'avoir recours à des dispositifs fiscaux adaptés. Si le dossier de la fiscalité des entreprises était enfin ouvert au niveau communautaire, on pourrait sans peine imaginer la mise en place de crédits d'impôts en faveur de l'innovation adossée à l'imposition sur les sociétés avec quelques règles communes aux 25 états membres. Cette solution serait bien plus simple et plus efficace qu'un nouveau règlement sur les aides d'états à l'innovation. La volonté apparente de certains Etats membres à vouloir moderniser l'action communautaire et à poursuivre la voie de la stratégie de Lisbonne pourrait offrir à la Commission une opportunité de réouverture de ce dossier auprès du Conseil, sous l'angle tout particulier de l'incitation à innover.

II. AUTRES REPONSES A LA CONSULTATION

Q2 : Pensez-vous que les problèmes présentés en annexe et les défaillances du marché identifiées par la Commission comme freinant le processus d'innovation soient corrects ? Dans l'affirmative, pour quelles raisons ? Dans la négative pourquoi ?

Si les aides à l'innovation ne doivent s'appliquer effectivement que dans le cadre de défaillances avérées de marché, celles-ci nous semblent devoir être uniquement réservées aux cas suivants :

- **aux PME-PMI** soit récentes, soit entrées récemment dans un nouveau processus productif ayant recours à l'innovation. On part ainsi du principe assez largement avéré que les PME sont effectivement en moindre capacité de pouvoir accéder à l'innovation principalement par manque de capacité de financement et donc de capacité à prendre des risques et également par insuffisance de personnel hautement qualifié consacré à des tâches spécifiquement tournées vers l'innovation. Par ailleurs les PME-PMI sont davantage ancrées dans leurs réalités territoriales et moins soumises aux changements de localisation ou à la perméabilité internationale des facteurs de compétitivité au sein d'un même groupe financier comme cela peut être le cas pour les grandes entreprises, ce qui sécurise davantage l'utilisation des aides publiques;

- aux entreprises localisées **dans des territoires où il s'avère que l'environnement innovant fait défaut** (faible qualification de la main d'œuvre, faible part du PIB consacré à la R&D, faible part des salariés travaillant dans la R&D, faible nombre de structures intermédiaires en faveur de l'innovation, faible part des grandes entreprises à fort contenu technologique). Nous serons amenés à préciser cette notion dans le cadre de la question 6 de la consultation. Appliquer un principe de différenciation territoriale pour une partie des aides d'état à l'innovation permettrait de pouvoir compter davantage sur les réservoirs de croissance européens où ces politiques pourraient jouer un véritable effet levier. Dans ces cas très précis, des aides conditionnelles aux grandes entreprises pourraient être octroyées ;

- **pour toutes les structures intermédiaires de l'innovation** dont la mission consiste, de manière directe ou indirecte, à favoriser la circulation de l'information, à palier les défaillances de capitaux, à résoudre des problèmes spécifiques de qualification de la main d'œuvre ou de disponibilité en compétence ;

- enfin pour un secteur particulier, **l'innovation dans le domaine de l'environnement**, où l'intérêt collectif se marie quasiment automatiquement avec l'intérêt capitalistique.

Nous ferons ainsi fréquemment appel à ces quatre priorités pour répondre aux 19 autres questions :

- **priorité PME-PMI** ;
- **priorité compétitivité équilibrée** en référence aux questions de cohésion (article 2 du traité) et à l'opportunité offerte par les réservoirs de croissance ;
- **priorité « mise en réseau »** pour tous les dispositifs en faveur des structures facilitant l'innovation ;
- **priorité Göteborg** en ce qui concerne l'innovation en matière d'environnement.

Q3 : Les mesures décrites dans la présente communication prévoient l'application de critères ex-ante aux fins de l'autorisation des aides d'état à l'innovation. Pensez-vous qu'une telle approche soit appropriée ?

Oui pour les raisons évoquées en réponse à la question 1 en incluant une évaluation d'impact territorial dans les critères d'autorisation ex-ante (impact pour le développement régional et dépendance du développement régional par rapport au projet).

Q4 : Les parties concernées sont invitées à fournir des preuves empiriques de l'opportunité d'une autorisation des aides d'Etat en faveur des grandes entreprises, notamment au regard de l'objectif d'un développement de regroupement autour de pôles d'excellence dans l'UE. Pensez-vous que la Commission devrait élaborer des règles ex-ante autorisant l'octroi d'aides d'état à l'innovation aux grandes entreprises, ou êtes-vous d'avis que ce type d'aide devrait toujours faire l'objet d'une analyse plus stricte, au cas par cas, sur la base d'une notification à la Commission ? En ce qui concerne l'innovation (ou d'autres aides d'Etats), y a-t-il lieu d'établir une distinction entre les différentes catégories de grande entreprise ? Dans l'affirmative, sur la base de quels critères ? Et à quelle fins ?

Comme argumenté en partie I et détaillé dans la réponse à la question n°2, l'octroi d'aides à de grandes entreprises ne devrait pourquoi être accordé que sous certaines conditions dûment répertoriées : compétitivité équilibrée ou priorité Göteborg. Peut s'ajouter à cela un intérêt européen avéré plaçant l'Europe en position nettement compétitive à l'échelle internationale (projet ITER ou Airbus par exemple).

Q5 : Sans réponse

Q6 : Les règles applicables aux aides d'état à l'innovation devraient-elles prévoir des primes régionales à des fins de cohésion ? Devraient-elles varier en fonction de la situation géographique de la région, indépendamment des questions de cohésion.

Nous avons en partie répondu à cette interrogation dans la première partie. Les travaux de la DG Regio, d'Eurostat et d'ESPON montrent que les écarts régionaux en matière de capacité de recherche et d'innovation sont 3 à 4 fois importants que les écarts régionaux en terme de PIB (soit un rapport d'1 à 17). Cela tient à un phénomène d'extrême concentration des capacités d'innovation sur un nombre de pôles d'excellence extrêmement limité, d'où une concentration des capacités d'innovation bien plus forte qu'aux Etats-Unis ou au Japon par exemple. La compétitivité de l'Europe dépendra en partie de sa capacité à faire émerger de nouveaux pôles en situation plus périphérique que ce soit dans l'acceptation géographique ou économique du terme. Le nouveau règlement sur les aides d'état à l'innovation doit donc tenir compte de

cette réalité et offrir une graduation des possibilités d'aide en fonction des phases de développement de ces pôles. Il conviendrait d'imaginer un système de bonus proportionnel :

- en faveur des régions de la convergence et autres régions éligibles à l'article 87.3.a et 87.3.c en conformité avec le règlement des aides d'état à finalité régionale ;
- en faveur de régions ou de pôles intermédiaires caractérisées par des capacités d'innovation encore insuffisantes (la plupart des régions intermédiaires de l'ex UE15).

La CRPM se tient à la disposition des services de la DG Concurrence pour apporter son assistance méthodologique à la mise en œuvre de tels critères objectifs.

Par ailleurs, la notion « d'éloignement du marché » à laquelle la Commission fait référence dans son document ne saurait se limiter à la seule nature de l'activité (par exemple, la formation). Il importe de tenir également compte de l'éloignement « physique » du marché, tels que le connaissent certains territoires comme les îles, ou encore les zones à faible densité de population de la montagne ou du grand nord. Du fait de leur isolement par rapport aux grands centres de population et d'activité économique de l'UE, ces régions opèrent dans un contexte qui ne favorise guère de fortes synergies entre recherche, production et commercialisation. Les économies d'échelle y sont difficiles en raison de la petite taille des entreprises et de la modestie de leur marché de proximité. Les équipements scientifiques ou techniques spécialisés sont d'un accès difficile, ou doivent être importés à grand frais. Enfin, en raison de leurs caractéristiques géographiques ou démographiques, ces territoires ont un potentiel de main d'œuvre naturellement limité, et, quelque soit leur attractivité touristique, il leur est souvent très difficile d'y attirer un personnel hautement qualifié qui accepte de s'établir en permanence. Enfin, en règle générale, des perspectives de rentabilité plus réduites, ainsi qu'une vulnérabilité plus élevée, ne constituent pas des facteurs propres à attirer les capitaux dans ces régions. Il convient donc de reconnaître que l'existence de handicaps géographiques ou démographiques à caractère sévère et permanent peut entraver substantiellement la capacité d'innovation des entreprises qui sont situées dans ces territoires. En conséquence, une bonification des plafonds d'intervention des aides d'Etat à l'innovation doit être envisagée dans ces régions, et ce sur la base de critères objectifs et d'une définition aisée, tels que l'insularité ou la densité de population. Une telle mesure ne saurait engendrer des risques de distorsion du marché intérieur, mais au contraire contribuer à la politique de cohésion de l'Union.

Q7 : Certaines catégories d'aides (telles que les allègements fiscaux, les prêts garantis ou les avances remboursables) sont-elles davantage adaptées à des situations et activités d'innovation spécifiques ?

Voir réponse en partie 1

Q8 : Approuvez-vous les critères proposés aux fins de la définition des entreprises innovantes en phase de démarrage, l'approche consistant à ne pas définir les coûts admissibles, de même que les montants d'aide et les règles relatives au cumul ? Selon vous, y a-t-il lieu d'établir des critères d'éligibilité différents pour les secteurs de haute technologie, tels que la biotechnologie et le secteur pharmaceutique, qui se caractérisent par de longs délais de développement et de commercialisation des produits ?

Les critères proposés semblent pertinents en dehors de la notion restrictive relative à l'âge de l'entreprise. En effet, il est fréquent pour certaines PME-PMI d'avoir recours à des processus d'innovation tout à fait nouveaux par rapport à l'activité traditionnelle de l'entreprise sans que cela ne doive être sanctionné par un règlement. Ce n'est pas l'âge de l'entreprise qui importe mais les attendus du processus d'innovation et sa capacité à apporter une nouvelle valeur ajoutée. De même il nous semblerait très dommageable de limiter l'aide aux PME de moins de 50 salariés et nécessaire de l'étendre à la définition européenne des PME à savoir moins de 250 salariés.

Q 9 : Sans réponse

Q10 : Pensez-vous que d'autres catégories d'aides d'Etat, outre les aides consenties actuellement pour le capital - investissement, soient nécessaires pour aider les PME européennes à développer leurs activités au-delà de la phase de démarrage ? Dans l'affirmative, quelles sont-elles ?

La CRPM reprend volontiers à son compte les propositions de financement de la mobilité proposées par la Commission européenne dans la présente communication au point 59. Une telle mesure devrait en effet permettre de contribuer à résoudre en partie » l'enclavement technologique » dans lequel se trouve nombre d'entreprises localisées en périphérie. Cette mesure nous semble particulièrement compatible avec l'objectif de compétitivité équilibrée.

Q11 : Pensez-vous que ces dispositions produiraient les effets escomptés, à savoir encourager les PME à lancer des produits innovants sur le marché ? Dans la négative, quelles modifications faudrait-il leur apporter ?

La présente consultation propose de plafonner à 15% l'intensité des aides pour les PME. Au regard de ce qui se pratique dans le domaine des aides d'état à finalité régionale, cela nous semble suffisant dans le cas d'un environnement régional déjà innovant. Par contre ce % nécessiterait d'être notablement abondé dans les territoires moins compétitifs à hauteur de 25% pour les régions intermédiaires faiblement innovantes et à des niveaux supérieurs pour les territoires éligibles aux articles 87.3.a et 87.3.c.

Q12 : Existe-t-il des éléments de preuve indiquant que ces dispositions devraient être étendues aux grandes entreprises ? Pensez-vous qu'une notification devrait être exigée pour les mesures prévoyant l'octroi de montants d'aide substantiels à des entreprises ou à des secteurs spécifiques ? Dans l'affirmative au-delà de quels montants ? Quels éléments de preuve empiriques la Commission devrait-elle alors demander ?

Tel que précisé auparavant, seules les priorités « compétitivité équilibrée », « mise en réseau » et « Göteborg » devraient donner lieu à une ouverture du régime d'aide aux grandes entreprises et sous conditions.

Q13 : Quelle serait votre position concernant un soutien accordé spécifiquement à des intermédiaires en innovation qui fusionnent ou mettent en place une association momentanée en vue d'atteindre une taille critique dans un domaine technologique spécialisé ? L'aide à l'investissement devrait-elle être autorisée dans ce contexte ? Dans l'affirmative, à quelles conditions ? Quelles autres mesures pourrait-on envisager ?

Au titre de la priorité « mise en réseau », il convient de favoriser sous toutes ses formes les rapprochements entre les acteurs de la recherche publique et de la recherche privée ainsi que les structures de nature partenariale et intermédiaire favorisant l'innovation. Dans ce cadre, le renforcement des compétences par l'apport de stages d'étudiants, de chercheurs, du secteur public vers le secteur privé doit être favorisé. Les propositions de la Commission dans ce cadre sont intéressantes. Dans l'assiette des aides, il conviendrait d'aller au-delà des coûts de mise au point technique et faire varier l'intensité des aides selon la nature précise des interventions. Par exemple, les études de faisabilité ou de recherche précompétitives pourraient être aidées bien au-delà du seul processus d'innovation, d'autant plus lorsque cela relève d'intermédiaires en innovation qui ne peuvent être considérés de la même manière que les entreprises privées au regard de la politique de concurrence.

Q14/Q15 : Existe-t-il des éléments tendant à montrer que les PME devraient bénéficier d'une aide également pour le recrutement d'autres catégories de personnel hautement qualifié ? La Commission devrait-elle adopter des règles spécifiques pour les cas où un chercheur décide de ne pas retourner dans son université d'origine ou si l'université n'a pas l'intention de le réintégrer ?

Toute disposition de la nature de celle proposée par la Commission dans sa consultation joue en faveur des priorités PME-PMI et de la priorité compétitivité équilibrée. Il est en effet reconnu que le problème du recrutement est l'une des principales entraves à l'innovation des PME-PMI et encore plus particulièrement de celles qui ne peuvent bénéficier d'un environnement innovant. Les dispositions préconisées par la Commission ne peuvent être qu'encouragées, y compris en les bonifiant plus fortement dans les cas les plus extrêmes (ex : PME localisées dans des territoires très enclavés tel que les îles, les zones de montagne et les territoires à faible densité de population dans le nord de l'Europe par exemple)

Q16 : sans réponse

Q17 : Pensez-vous que les aides d'Etat devraient être autorisées pour promouvoir les centres européens d'excellence ? Dans l'affirmative, quels types d'aides d'Etat, pour quelles raisons et dans quelles conditions ? Quelles autres mesures pourrait-on envisager ?

Nous avons en grande partie répondu à cette question à travers la réponse aux questions 1 et 2. Il n'y a pas lieu d'aider spécifiquement les centres d'excellence européen plus que d'autres, ce qui doit varier c'est la nature précise des interventions en fonction du contexte précis du processus d'innovation. S'il s'agit d'aider quelques grandes entreprises extrêmement compétitives et situées dans un environnement très favorable (régions très compétitives, abondance en capitaux et secteur très concurrentiel) ce type de priorité n'aurait aucun sens et ne répondrait à aucune des priorités définies préalablement en réponse à la question 2. S'il s'agit par contre de favoriser l'organisation de pôle d'innovation sur l'ensemble du territoire européen, notamment en favorisant les intermédiaires en innovation ainsi que les PME-PMI, nous sommes tout à fait favorables.

Q18 : D'autres critères doivent-il être ajoutés pour éviter que les aides d'Etat soient fragmentées et pour encourager la concentration des ressources dans un nombre limité de pôles d'excellence ?

Cette question nous semble se situer à contre courant total de la réalité des processus d'innovation en Europe. Aucune démonstration empirique ne peut prouver qu'en dehors de la concentration il n'existe point de capacité d'innovation. Croire cela serait se priver de la richesse et de la diversité du tissu d'entreprise européenne. Il ne faut pas confondre fragmentation et diversité. Vouloir encourager les regroupement en pôle notamment pour optimiser la répartition des intermédiaires en innovation est une chose louable, croire qu'en dehors des pôles il n'existe point de salut, serait un grave contre sens économique et une vision très manichéenne du monde des entreprises. Si la proximité géographique des producteurs d'innovation peut faciliter certains rapprochements, elle n'est en rien une condition sine qua non. Croire cela à l'heure de l'avènement des NTIC nous semble totalement hors de propos.

Q19 : D'une manière plus générale, pensez-vous qu'il est nécessaire de prévoir des dispositions supplémentaires pour les infrastructures soutenant l'innovation (par exemple dans le domaine de l'énergie, des transports, etc. ...) ?

Afin de répondre notamment aux priorités « Göteborg » et « mise en réseau », il est clair qu'un effort collectif supplémentaire devrait être apporté en faveur d'innovations permettant de lutter contre l'effet de serre et autres préoccupations de nature environnementale (sécurité maritime par exemple). Il s'agit typiquement d'un domaine où la libre concurrence ne permet pas de stimuler suffisamment la recherche et l'innovation. Permettre à l'Europe d'être collectivement en position d'avant-garde sur la scène européenne serait d'une part bénéfique pour les citoyens mais également à plus long terme pour sa compétitivité dans des secteurs d'avenir.

Q20 : Pensez-vous que les grandes entreprises devraient pouvoir bénéficier d'aides d'état, notamment pour mettre en place des installations de recherche dans un pôle d'excellence européen ? La Commission devrait-elle essayer de mettre au point des critères spécifiques pour contrôler de telles aides ? Quelles données économiques devrait-on utiliser pour analyser la nécessité de telles aides d'états ?

Nous avons en grande partie répondu à cette question en réponse à la question 1 concernant l'aide spécifique aux grandes entreprises. Cela nous semble effectivement possible dans certains cas très délimités. Par contre nous ne voyons toujours pas la justification de ne le faire que dans les pôles d'excellence, bien au contraire. Ne serait-ce pas davantage justifié de poser la question ainsi :

Pensez-vous que les grandes entreprises devraient pouvoir bénéficier d'aides d'état, notamment pour mettre en place des installations de recherche dans des territoires particulièrement dépourvus de tissus innovants et dans lesquelles ces entreprises jouent un rôle moteur pour le développement régional ?

Cette formulation nous semblerait davantage conforme à la lecture juridique du traité qui parle de compétitivité équilibrée comme l'un des objectifs premier de l'Union européenne. Nous assistons actuellement dans les discours à des attitudes de panique largement disproportionnées faisant oublier un peu trop vite l'essence même du projet européen.